



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 11 juin 2025

Nos réf. : SHM/FM/MI n° 25 - 173

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 mai 2025

Contexte et constats

Publié sur



STOROPACK FRANCE

10 rue de l'Orgisset

52110 NULLY

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mai 2025 dans l'établissement STOROPACK FRANCE implanté 10 rue de l'Orgisset - 52110 NULLY. L'inspection a été annoncée le 14 mai 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été programmée dans le cadre d'une action nationale relative aux dispositions prescrites dans les plans d'opérations internes (POI) concernant les premiers prélèvements environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOROPACK FRANCE
- 10 rue de l'Orgisset - 52110 NULLY
- Code AIOT : 0005701264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société STOROPACK FRANCE est spécialisée dans la production d'éléments de calage dans les emballages, essentiellement des chips en polystyrène expansé. Pour cela, le site extrude des billes de polystyrène contenant un agent gonflant, le pentane, et qui vont s'expanser sous la chaleur. S'en suit une phase de maturation des chips de polystyrène, avant expédition vers les clients. Un stockage d'autres matériaux pouvant être utilisés à des fins d'éléments de calage (rouleaux de papier kraft, poches en plastique pouvant être gonflées d'air), en quantité réduite, est également pratiqué.

Le site se situe en pleine campagne au cœur du village de NULLY. Il est essentiellement entouré par des bois et autres prairies.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté un affaissement de terrain sous le réseau reliant les réseaux enterrés du site au bassin de rétention.

Vu les constats réalisés sur site, l'étanchéité du réseau n'est, à ce jour, pas garanti.

Lors des échanges, l'exploitant a indiqué que des études sont en cours pour définir les causes de cet affaissement et pouvoir, par la suite, élaborer un planning de travaux pour effectuer la reprise des désordres constatés.

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'acter la réalisation de ces études dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur la thématique des premiers prélèvements environnementaux ont fait apparaître des non-conformités vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées des devis en vu de régulariser sa situation en procédant à la mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et de l'EDD (Étude De Dangers).

Lors des échanges, l'exploitant s'est engagé à mettre ces documents à jour d'ici la fin de l'année 2025.

Afin d'acter cet engagement de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'encadrer les délais de mise à jour dans un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Le POI actuel (document version E) date d'avril 2024. Le dernier exercice POI date du 24 décembre 2024. L'exploitant indique que deux exercices POI sont réalisés chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. »
Constats : Le POI présenté lors de l'inspection ne fait pas référence aux premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant présente, lors de la visite des devis de bureau d'étude concernant : - la mise en place des dispositions pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux - la détermination des produits de décomposition. L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que les impacts des scénarios proposés dans le POI actuel ne sont pas complets (impacts des fumées non pris en compte par exemple) et devront être revus afin de définir les substances à rechercher. Après échange, l'exploitant indique que les dispositions concernant les premiers prélèvements environnementaux ainsi que la liste des produits de décompositions seront intégrés dans le POI et dans l'étude de dangers (EDD). L'exploitant s'engage à mettre à jour le POI et l'EDD d'ici la fin de l'année 2025.

L'inspection des installations classées prend acte de cet engagement de l'exploitant et veillera au respect du délai de mise en conformité.
Si nécessaire, une nouvelle visite d'inspection sera programmée et en fonction des constats, des suites administratives pourront être proposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
<p>Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.</p>
<p>Constats : Voir constats réalisés pour le point de contrôle n°2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
<p>Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Voir constats réalisés pour le point de contrôle n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : Voir constats réalisés pour le point de contrôle n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois